

Deuxième table ronde sur le développement de la filière lait en Afrique de l'Ouest élargie à la Mauritanie et au Tchad

« Partenariat pour le développement de la collecte, la transformation et la distribution du lait local à échelle industrielle »

Relevé de conclusions et de recommandations

Les 2 et 3 Novembre 2016 à Abuja, Nigéria

En collaboration avec :



The Federal Ministry of Agriculture
and Rural Development of Nigeria

I. Introduction

Sur initiative de l'Alliance Milky Way to Development, et en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la République Fédérale du Nigeria, s'est tenue à les 2 et 3 novembre 2016 à Abuja, la seconde table ronde pour le développement de la filière laitière en Afrique de l'Ouest.

L'objectif de cette seconde table ronde était de proposer des solutions pertinentes pour améliorer la production, la collecte, la transformation et la distribution du lait local, d'une part, et d'ouvrir l'Alliance à d'autres membres, d'autre part.

Ont participé aux travaux de la Table Ronde : (i) une délégation du Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural du Nigeria, (ii) une délégation de la Commission de la CEDEAO, conduite par le Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, et comprenant, outre le Directeur de l'agriculture et du développement rural, des représentants des Directions des Douanes et du secteur privé, (iii) SEM l'Ambassadeur du Royaume du Danemark, (iv) des représentants des partenaires de l'Alliance Milky Way to Development, le Danish Agriculture and Food Council, la Coopérative Arla Foods, CARE Danemark, le RBM, (v) des représentants d'APESS, de CORET et du ROPPA (vi) des représentants de coopératives de collecte, de mini laiteries et d'industriels du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Ghana et du Sénégal, (vii) des experts du HUB RURAL, (viii) d'un expert du secteur laitier du Kenya, ainsi que les organisations des femmes, l'UE et des représentantes des organisations de la société civile, y compris ActionAid et GAIN.

II. La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a enregistré quatre allocutions.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants à la seconde table ronde de l'Alliance Milky Way to Development, le Vice-Président du Conseil d'Administration de Arla Foods, Mr Jan Toft Norgaard, a insisté sur la capacité du secteur lait à transformer les conditions de vie des populations de la région. Pour ce faire, il faut se doter de conditions pour favoriser le développement des chaînes de valeur du lait local a-t-il poursuivi. Pour lui, les coopératives constituent le modèle d'organisation de la production et de la collecte du lait, le plus adapté pour promouvoir le développement durable du secteur laitier local en Afrique de l'Ouest. Cette stratégie permet aux producteurs de faire des affaires et d'améliorer leurs conditions de vie, a-t-il conclu.

Monsieur Tchambakou Ayassor, Commissaire en Charge du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO a salué la tenue de la table ronde, qui vient bien à propos en Afrique de l'Ouest, région qui s'est lancée dans la transformation de son agriculture. Il a salué le gouvernement de la République Fédérale du Nigéria pour les efforts qu'il déploie pour le développement de l'agriculture et des filières laitières. Il a ensuite insisté sur les défis du secteur de l'élevage en Afrique, avant de mettre l'accent sur les efforts que déploie la CEDEAO pour améliorer l'environnement de la production et de la commercialisation. Le secteur de la transformation, qui est principalement centré sur le lait pasteurisé, est encore embryonnaire. Il fonctionne, pour une large part, avec du lait importé. C'est pourquoi, sa viabilité dépend des efforts qui seront faits pour promouvoir la production et la collecte du lait local. La CEDEAO est entrain de conduire un certain nombre d'actions fortes pour améliorer la productivité et la production du lait local, fluidifier le marché régional. Pour cela, elle développe surtout une politique régionale fondée sur l'exploitation des complémentarités des différentes zones et la promotion des chaînes de valeur. Il a terminé son allocution en réaffirmant

l'engagement des autorités de la CEDEAO à ne ménager aucun effort pour créer les conditions favorables à la mise en œuvre des recommandations qui sortiront de cette table ronde.

Son Excellence, Monsieur Torben Getterman, Ambassadeur du Danemark au Nigéria s'est dit honorer de représenter à cette table ronde, non seulement son pays, mais aussi l'Agence de Développement du gouvernement danois, DANIDA, qui soutient financièrement l'Alliance. Il a mis en exergue la particularité de l'Alliance qui s'inscrit dans les ODD de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans l'objectif 2 visant l'élimination de la Faim. Il a salué les objectifs de l'Alliance qui visent à aider les petits producteurs à atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il a ensuite mis l'accent sur les nombreux défis techniques, politiques et de durabilité que doivent surmonter les acteurs des chaînes de valeur lait. Il a terminé son allocution en souhaitant que les discussions de la table ronde aboutissent à des résultats concrets susceptibles d'orienter les actions des décideurs économiques et politiques.

Dr. Eze Egejuru, représentant l'Honorable Chief Audu Innocent Ogbe, Ministre de l'Agriculture et de Développement Rural de la République Fédérale du Nigeria, a présenté le regret de ce dernier de ne pouvoir prendre personnellement part à cette importante table ronde. La tenue de cette table ronde intervient à un moment où la vision du gouvernement de son pays s'articule autour du changement d'attitude à tous les niveaux, notamment dans le secteur de l'élevage et particulièrement dans le secteur laitier. Pour réussir ce challenge et accélérer la transformation de ce secteur, il est impératif de développer la collaboration et le partenariat entre les acteurs nationaux et internationaux, a-t-elle poursuivi. Elle s'est réjouie de l'importance croissante des investissements directs étrangers dans discussions, sortent des recommandations profitables au secteur du lait du Nigéria et de l'Afrique de l'Ouest, avant de déclarer ouverts les travaux de cette deuxième table ronde de l'Alliance Milky Way to Development sur le thème : le « Développement à de la collecte, la transformation et la distribution du lait local par les industries ».

III. Déroulement des travaux

La table ronde a été structurée autour de quatre sessions :

1. Mise à jour et échanges d'expériences en matière de collecte et de transformation du lait local ;
2. Traduction des expériences partagées en propositions concrètes ;
3. Discussions de haut niveau ;
4. Ouverture de l'Alliance à d'autres partenaires.

Les sessions 1, 3 et 4 se sont déroulées en plénières. Elles ont été modérées par Dr Yamar Mbodj, Directeur exécutif du Hub Rural.

La première session a été introduite par des communications faites par (i) Abdou Fall, Coordonnateur du Projet Milky Way pour le RBM (ii) Nancy Jones Abeiderrahmane, Fondatrice de Tiviski S.A (iii) Kasper Thormod Nielsen, directeur des politiques et de la réglementation du commerce mondial des affaires Arla Foods, (iv) Ezéchias Muriuki, Consultant en élevage/développement laitier et de la politique au Kenya.

La seconde session a été consacrée aux travaux de groupe et a ciblé trois problématiques : (i) la production et la collecte du Lait local, (ii) l'environnement de la transformation du lait (iii) les conditions de viabilité des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest. Ces ateliers thématiques ont été facilités par : (i) Abdou Fall, Coordonnateur du Projet Milky Way pour le RBM ; (ii) Mme Nancy Jones Abeiderrahmane, Fondatrice de Tiviski S.A., (iii) Mme Anne Sofie Munk Kruse, Conseiller principal commerce et relations marché, Conseil Danois pour l'agriculture et l'alimentation ; (iv) Mme Irene Quist Mortensen, Chef de responsabilité d'entreprise, Arla Foods.

3.1. Principales conclusions des sessions

A. Mise à jour et échanges d'expériences

Cette session a été consacrée à la présentation des expériences en matière de production et de collecte du lait. Elle a été introduite par des communications sur les expériences suivantes :

- La production et la collecte du lait par les producteurs d'Afrique de l'Ouest, expériences de : l'Union Nationale des Mini Laiteries et Petits Producteurs de Lait du Burkina, de la Coopérative Kawtal de Kollo au Niger, des coopératives de Kassela au Mali, d'ADENA du Sénégal, et Milcopal du Nigeria ;
- Les méthodes de collecte déployées par les industriels laitiers du Sud et les problèmes qu'ils rencontrent : cas de Tiviski en Mauritanie, de Solani au Niger, de L&Z Farms au Nigeria ;
- Les expériences des laiteries du Nord, cas d'ARLA foods;
- L'expérience kényane de la promotion de la collecte et de la transformation du lait local.

Les différentes présentations faites par les coopératives de collecte et les industries laitières, ont montré que la filière comporte des enjeux sociaux et économiques et peut constituer un important levier pour le développement. Elles ont montré l'importance du potentiel que recouvre l'élevage en Afrique de l'Ouest : (i) un cheptel de plus de 304 millions de têtes, toutes espèces confondues, (ii) une production de lait de plus de 4 millions de tonnes par an, et (iii) la nécessité de renforcer les capacités et le potentiel de collaboration entre les producteurs et les industries laitières du Sud et du Nord.

Malgré la diversité des modèles et des systèmes de collecte et de transformation du lait local, la fonctionnalité des expériences présentées repose sur l'existence d'un certain nombre de mesures incitatives mises en place :

- Une organisation et des formes de coordination qui impliquent les éleveurs, les coopératives de producteurs et les industriels. Ainsi, la quasi-totalité des systèmes d'approvisionnement repose sur le fonctionnement des centres multi services de collecte gérés principalement par des coopératives de producteurs et des industriels dans les bassins de production. Certaines expériences comme celles de Solani au Niger, montrent que la collecte peut aussi s'appuyer sur des fournisseurs privés individuels. Mais les coopératives constituent tant en Afrique de l'Ouest, de l'Est, que dans les expériences des pays du Nord, les leviers pour assurer une collecte régulière du lait, de bonne quantité pour les industriels ;
- La mise en place de véritables réseaux d'acteurs, d'infrastructures de traitement, de conditionnement et des moyens de transport adaptés pour assurer le transfert du lait des centres de collecte vers les unités industrielles ;
- Le déploiement de mesures incitatives économiques, financières et sociales. De nombreuses expériences fonctionnent grâce aux : (i) mesures économiques (aliments bétail fournis aux éleveurs, parfois en contrepartie du lait) ; financières (facilités d'accès aux crédits, bonification de taux d'intérêt, prix intéressants et parfois modulés en fonction des volumes), (iii) facilitation de l'accès des populations pastorales à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, etc. Ces mesures permettent de s'assurer l'adhésion des pasteurs, l'augmentation de la production et la régularité de l'offre ;
- La mise en place et le fonctionnement d'un système permanent de contrôle de la qualité des produits ;

- Le développement de la recherche action pour explorer les pistes de solutions pour adresser les problèmes d'aliments de bétail, de santé animale, de technologies adaptées de transformation, etc. ;
- D'autres mesures sont également envisagées pour garantir une offre régulière de lait local pour les industries, mini laiteries et grandes unités de transformation. Il s'agit entre autres : (i) des systèmes de gestion du troupeau pastoral et agropastoral par l'entretien d'un noyau laitier et (ii) la création de ferme d'élevage, le cas échéant.

Les différentes présentations ont mis en relief un certain nombre de défis importants, qui tiennent principalement à : (i) l'organisation des acteurs, (ii) la sécurisation du foncier pastoral, (iii) l'alimentation du bétail, (iv) la santé animale, (v) les difficultés d'accès aux crédits pour des investissements pour les équipements des centres de collecte, (vi) la qualité des produits, (vii) l'environnement des affaires, (viii) la structuration du marché.

D'autres défis non moins importants ont été soulevés lors des discussions en plénière : (i) les stratégies d'adaptation aux changements climatiques, (ii) la régulation du marché, en lien avec les effets et impacts actuels du TEC et attendus des Accord de Partenariat Economique que la région s'apprête à signer avec l'Union Européenne et (iii) l'insuffisance des investissements publics en flagrante contradiction avec les engagements pris par les chefs d'Etat et de Gouvernement à Maputo en 2003 et réaffirmé à Malabo en 2013, de consacrer au moins 10% des budgets nationaux au développement agricole.

B. Traduction des expériences partagées en propositions concrètes

Les travaux de groupe ont fait une analyse approfondie, des expériences du fonctionnement des chaînes de valeur de lait local autour de trois thématiques : (i) les questions technique, (ii) les questions de politiques, (iii) les questions de durabilité :

- Le premier groupe a traité les différentes dimensions de la production avec en toile de fond, la **problématique de l'augmentation de l'offre du lait local**. Les participants ont constaté que cette question est intimement liée à celle du fonctionnement du marché : un marché performant constitue un débouché sûr à la production, qui a son tour, peut bénéficier des investissements adéquats pour lesquels les différentes parties prenantes espèrent un retour rapide de plus-value. Cependant, cette question renferme deux dimensions : la gestion du troupeau en vue d'augmenter l'offre de lait et sa régularité toute l'année, d'une part et la collecte du lait, d'autre part. Les travaux ont cherché à répondre aux questions suivantes : Comment rendre plus aisé l'accès des agropasteurs et des pasteurs à l'aliment bétail aux soins vétérinaires de qualité pour satisfaire les besoins des industries laitières pendant toute l'année ? quelles sont les mesures à prendre pour que l'offre de lait cru aux industriels représente 20% de leur production ?, quels prix du lait ?, quel partenariat entre industriels et producteurs ?, quels dispositifs d'assurance qualité du lait ?
- Le second groupe a travaillé sur l'environnement de la transformation du lait local. Les participants de ce groupe ont cherché à répondre aux questions suivantes : (i) quelles sont les incitations qui pourraient amener les industriels à changer la ration de mélange de lait en poudre/ lait cru local ? le lait local doit-il faire l'objet d'une chaîne de valeur séparée de celle en poudre ? Comment éviter les suspicions de recherche de rentes ? Comment les industries laitières du Nord peuvent-elles aider celles du Sud et les producteurs pour augmenter en même temps la production et la collecte de lait local ? Le troisième groupe s'est préoccupé des conditions de viabilité des chaînes de valeur du lait local. Les réflexions ont porté sur les modalités (i) de collaboration entre producteurs laitiers et

industries laitières, (ii) de renforcement des positions des femmes dans la filière laitière, et (iii) d'organisation des petits producteurs.

La restitution des résultats des travaux des trois groupes a donné lieu à un débat au terme duquel des conclusions provisoires ont été tirées et présentées à la session de haut niveau.

C. Session de haut niveau

La session de haut niveau a enregistré la participation du Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO ; du Directeur de l'Agriculture et de Développement Rural, des représentants des Directions du Secteur Privé et des Douanes de la CEDEAO ; du représentant du Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural du Nigeria ; des représentants des industriels ouest africains ; des représentants de Danish Agriculture and Food Council et de Arla Foods ; de Care Danemark, du RBM, de APESS, de CORET, et du ROPPA.

Des débats de cette session, il ressort les conclusions suivantes :

- La Commission de la CEDEAO a rappelé les initiatives en cours pour améliorer l'environnement du développement agricole, en général et du sous-secteur laitier en particulier : (i) projet de définition d'un programme majeur de transformation de la filière lait, dite "offensive lait", (ii) réforme de la fiscalité de porte et intérieure, (iii) initiation d'un processus de formulation du code des investissements, (iv) promotion des cadres de concertation et de dialogue autour des questions stratégiques (Task Force et Comité de Gestion de l'Union douanière).
- Les acteurs du secteur industriel du Sud ont marqué leur accord de principe pour développer un partenariat gagnant- gagnant avec ceux du Nord pour la promotion du lait local.
- Les producteurs et leurs organisations sont également preneurs d'un partenariat gagnant-gagnant, bâti sur la promotion du lait local, reposant sur des appuis de renforcement de capacité technique, institutionnelle, qui promeut l'équité et l'égalité dans le dialogue. Les réseaux d'OP s'engagent à organiser leurs membres pour une offre accrue et régulière de lait local de qualité à hauteur d'au moins 20% des besoins des industries. Ils s'engagent aussi à conduire des actions de plaidoyer pour une perception positive du pastoralisme, la prise de mesures de politiques publiques (SLE, TEC, fiscalités intérieures, code des investissements) favorables au développement des chaînes de valeur du lait local.
- Les industriels du Nord ont réaffirmé leur volonté de développer avec les acteurs du Sud, des partenariats gagnant - gagnant qui mettent la priorité sur le développement des chaînes de valeur du lait local. Ils s'engagent à partager leurs expériences et leur savoir-faire, en promouvant des joint-ventures avec les coopératives, la signature des MOU avec les Etats et d'autres décideurs régionaux. Ils sont ouverts à participer à côté du secteur public à la création de centres de formation aux métiers du lait.

D. Ouverture de l'Alliance à d'autres acteurs

En ce qui concerne l'ouverture de l'Alliance Milky Way à de nouveaux partenaires, la Déclaration de Copenhague a été présentée à tous les participants à la table ronde. Il a été recommandé que les mécanismes de dialogue et les implications de la signature soient mieux définis pour tenir compte des attentes et des contraintes des alliés potentiels. Dans ce cas, de nouveaux engagements pourraient être pris par la CEDEAO, les opérateurs industriels, les réseaux de producteurs et les gouvernements. Il a été demandé de consulter les organisations et de leur demander de valider l'intention de se joindre à l'Alliance.

Plus précisément pour la CEDEAO il s'agit de :

- Reconnaître nommément les Objectifs de Développement des UN et les principes directeurs de la FAO dans la Déclaration de Copenhague ;
- Restreindre l'ambition à l'Afrique de l'Ouest (incluant Tchad, Mauritanie et Cameroun) ;
- Définir le mode de représentation pour éviter que des participants ne se représentent eux-mêmes plutôt que des groupes d'acteurs ;
- Définir la structuration de l'alliance (AG annuelle, comité exécutif, commission thématique) ;

La CEDEAO pourrait alors endosser la Déclaration de Copenhague sous ces conditions et pourrait s'engager à développer des politiques publiques pour créer un environnement favorable au développement du secteur laitier

3.2. Recommandations de la table ronde

En conclusion des échanges, les participants ont formulé les recommandations spécifiques à l'endroit des acteurs et des institutions suivants :

A l'endroit de la CEDEAO et des Etats :

- Lancer rapidement le processus de définition de l'Offensif Lait prévu dans le Programme Régional d'Investissement Agricole pour la période 2016-2020. Dans ce cadre, il faut mettre en place une Task Force multi acteurs qui implique l'Alliance Milk Way To Development, et veiller à la valorisation et à la prise en compte des recommandations de la table ronde d'Abuja ;
- Faciliter la mise en place de cadres de dialogue multi acteurs (producteurs, industriels, services financiers, services publics et les organisations de la société civile) pour améliorer la perception sur l'élevage et le pastoralisme, développer une vision partagée et identifier des propositions consensuelles de promotion du lait local ;
- Mettre en place des mesures incitatives fiscales (fiscalité de porte et fiscalité intérieure) pour faciliter l'accès à l'aliment bétail utilisé dans la filière laitière, aux équipements des centres de collecte multi services, et aux matériels d'ensilage ;
- Faciliter la mise en place de programmes de recherche action sur l'alimentation du bétail (culture fourragère, SPAI, concentré, réserves, etc.) ;
- Renforcer les capacités des femmes et de leur intégration formelle dans la chaîne de valeur de lait, y compris leur accès au financement.
- Poursuivre les opérations de sécurisation du foncier pastoral, pour favoriser la promotion des bassins de production laitiers ;
- Améliorer le dispositif d'assurance de la qualité et de sécurité des aliments par (i) : l'augmentation du nombre et de la fiabilité des laboratoires de contrôle de qualité des produits, (ii) la mise en place et application concernant l'étiquetage des produits en sorte les consommateurs disposent de l'information exacte sur l'origine du produit ;

- Susciter la création de centres de formation professionnelle aux métiers du lait, pour assurer aux industriels la disponibilité de personnel compétent à tous les niveaux aussi bien pour la production que pour la transformation ;
- Mettre en place un système harmonisé d'incitations aux industries pour élaborer des produits constitués uniquement de lait local ; par exemple, application de dégrèvements sélectifs (temporaires, dégressifs, conditionnés) ;
- Renforcer les capacités d'organisations des coopératives et autres organisations de producteurs laitiers) ;
- Mettre en œuvre l'engagement de Maputo de consacrer au moins 10% du budget national à l'agriculture et veiller au financement de la promotion du lait local.

A l'endroit des industriels du Nord et du Sud

- Développer le dialogue entre industriels pour la mise en place de joint-ventures ;
- Promouvoir un dialogue avec les producteurs permettant de conclure des partenariats gagnant-gagnant ;
- Contribuer à la professionnalisation et à l'équipement des centres de collecte, (formation et renforcement des capacités de gestion de la qualité du lait, facilitation de l'accès aux crédits, etc.) ;
- Mettre en place, avec la contribution financière des industriels du Nord, des centres de collecte proches des producteurs : pour faciliter le dialogue, la formation et maintien de la qualité du lait, y compris la disponibilité d'aliments de qualité ; ce processus devrait être encadré par l'Etat à travers une structure de suivi et d'arbitrage ;
- Mettre en place un groupe de travail qui procède à la capitalisation et à la mise à l'échelle des modèles viables de partenariats industriels-producteurs laitiers ;

A l'endroit des producteurs de lait et leurs organisations

- S'organiser en coopératives de producteurs privés ;
- Mettre en place des systèmes d'échanges lait contre aliments bétail ;
- Entretenir de manière durable un noyau laitier là où la collecte de lait et la fourniture d'aliment pour le bétail est organisée ;
- Promouvoir des centres de collecte multi service coopératifs ou privés.

IV. Cérémonie de clôture

La session de clôture a enregistré quatre allocutions.

- Le Secrétaire Permanent du RBM s'est félicité de la tenue de cette deuxième table ronde et a remercié tous les participants notamment la CEDEAO et le Gouvernement Fédéral de la République du Nigéria. Il a rappelé l'importance de poursuivre les actions de sécurisation du foncier pastoral et réaffirmé l'engagement des réseaux d'OP à renforcer les capacités de leur membres et adopter, si les conditions d'accès à l'aliment bétail (foncier, fourrages, compléments alimentaires) sont propices, des modes de gestion des

troupeaux favorables à l'augmentation de l'offre de lait jusqu'à hauteur de 20% de la production des laiteries.

- Le Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO, a félicité les participants pour le travail abattu. Il a réitéré l'engagement de la CEDEAO d'initier très rapidement le processus de formulation du programme régional « offensive lait » qui permettra de prendre en compte de façon adéquate toutes les recommandations pertinentes de la table ronde.
- Le Directeur de Arla Foods et de CARE Danemark ont remercié les participants pour les conclusions et recommandations auxquels la table ronde a débouchées. Le Directeur de Arla Foods a insisté sur la disponibilité de sa coopérative à promouvoir un partenariat constructif et gagnant avec les coopératives laitières de l'Afrique de l'Ouest pour promouvoir le lait local.
- Le représentant du Ministre de l'agriculture et du développement rural de la république Fédérale du Nigeria, s'est réjoui de la qualité des résultats de la table. Ces résultats permettront de conforter les relations en pleine croissance que le Nigeria entretient déjà avec la Coopérative ARLA Foods, a-t-il ajouté, avant de déclarer clos les travaux de la seconde table ronde de l'Alliance Milk Way to Development.

Annexes

Annexe1 : Agenda de la table ronde

2 et 3 Novembre 2016 Hôtel Sheraton, Abuja, Nigeria

Premier Jour 2 Novembre 2016		
Horaire	Activité	Facilitateur/présentateur
8:00-9:00	Arrivée et Enregistrement	
9:00-9:30	Cérémonie d'ouverture de la Table Ronde Mots d'ouverture par : - Vice-président, Arla Foods - Commissaire, en charge du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO - Son Excellence l'ambassadeur de Danemark au Nigeria - Son Excellence Monsieur le Ministre, Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural du Nigeria	M Jan Toft Nørgaard M Tchambakou Ayassor M Torben Getterman M Chief Audu Innocent Ogbe
9:30-09:45	Présentation de l'Alliance Voie Lactée et ses objectifs. Ordre du jour de la Table Ronde	Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif Hub Rural et Abdou Fall, Coordinateur de l'Alliance Voie Lactée, RBM
Session 1 : Mise à jour et échange d'expérience		
09:45-10:30	La production et la collecte de lait du point de vue des producteurs d'Afrique de l'Ouest. Présenté par l'Union Nationale des Mini Laiteries du Burkina, la Coopérative Kawtal de Kollo, et les coopératives de Kassel (PFLAUM)	M Abdou Fall, Coordinateur de l'Alliance Voie Lactée, RBM
10:30-10:45	Pause-café	
10:45-11:30	Méthodes de collecte, principaux obstacles et accélérateurs rencontrés, et problématique du marché pour les laiteries du Sud. Présenté par Mme Nancy Jones, Tiviski, Mali Lait, Solani et L&Z Farms.	Mme Nancy Jones Abeiderrahmane, MBE, Fondatrice de Tiviski s.a.
11:30-12:15	Les expériences des laiteries du Nord, l'apprentissage et le dialogue.	M Kasper Thormod Nielsen, Directeur politique de commerce, Arla Foods
12:15-12:45	L'expérience kenyane. Présenté par M Hezekiah Muriuki.	M Hezekiah Muriuki, Consultant en développement et politique laitier et d'élevage
12:45-13:00	Présentation des ateliers thématiques, leurs TdR, objectifs et composition	Dr. Yamar Mbodj, Directeur Exécutif Hub Rural
13:00-14:00	Déjeuner	
Session 2 : Traduction des expériences partagées en propositions concrètes		
14:00-17:00	Atelier thématique N° 1 : Questions techniques	M. Abdou Fall, Coordinateur de l'Alliance de la Voie Lactée, RBM
	Atelier thématique N° 2 : Questions de politiques	Mme Nancy Jones

Premier Jour 2 Novembre 2016		
Horaire	Activité	Facilitateur/présentateur
		Abeiderrahmane, MBE, Fondatrice de Tiviski s.a
	Atelier thématique N° 3 : Questions de durabilité	Mme Anne Sofie Munk Kruse, Conseiller principal, Commerce & Relations Marché, Conseil agricole danois / Mme Irene Quist Mortensen, chef de responsabilité d'entreprise, Arla internationale
17:00-18:00	Restitution des conclusions en plénière	Dr. Yamar Mbodj, Directeur Exécutif Hub Rural

Deuxième Jour 3 Novembre 2016		
Session 3 : Discussion de haut niveau		
Horaire	Activité	Facilitateur/ présentateur
9:00-10:00	Récapitulatif des conclusions des ateliers thématiques pour validation	Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif Hub Rural
10:00-10:30	Présentation des conclusions aux participants de haut niveau	Dr Yamar Mbodj
10:30-10:45	Pause-café	
10:45-13:00	• Discussion de haut niveau • En même temps, temps libre pour contacts et présentation de produits laitiers des industries et de produits traditionnels des éleveurs.	Dr Yamar Mbodj Partenaires de l'Alliance de la Voie Lactée
13:00-14:00	Déjeuner	
Session 4 : Ouverture de l'Alliance		
14:00-15:00	• Partage de la position sur le contenu de la déclaration de Copenhague et adhésion à l'Alliance Voie lactée • En même temps, temps libre pour contacts et présentation de produits laitiers des industries et de produits traditionnels des éleveurs.	Partenaires de l'Alliance de la Voie Lactée
15:00-15:30	Pause-café	
15:30-16:00	Cérémonie de clôture Lecture du communiqué final Mot de clôture par : • Commissaire, en charge du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO • Son Excellence Monsieur le Ministre, Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural du Nigéria	Mr Yamar Mbodj M Tchambakou AYASSOR M Chief Audu Innocent Ogbe



Arla Foods



Bilital Maroobe
Network



CARE Denmark



CIRAD



Danish Agriculture
and Food Council

Annexe 2 : Liste des participants

Name	Organisation	Email/Tel/Website
Aage Jensen Iversen	Landbrugsavisen	aiv@landbrugsmedierne.dk
Abdou Fall	Bilital Maroobe Network sub regional office	tonsabdoufall@gmail.com
Abdoulaye Sèye	Hub Rural	abdoulayes@hubrural.org
Abubakar Timi Simpson	Shashwat Jatropa	Shashwatjatrpha13@yahoo.com
Abudei R.M.	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	rabudei@gmail.com
Adama Diallo	Bilital Maroobe Network Burkina Faso office	bradiallo@hotmail.com
Ahmatadoun Aboul Fathi	Bilital Maroobe Network national office	Ahmatadoun.aboulfathi@gmail.com
Alain Sy Traore	Economic Community of West African States (ECOWAS)	atraore@ecowas.int
Ali Nouhou	Union des Producteurs de Lait d'Hamadalaye (UPROLAIT)	00(227)96113041
Aliou Samba Bâ	Bilital Maroobe Network national office	jombonguel@yahoo.fr
Aly Kado	Coopérative Kawtal de Kollo	00(227)96492254
Amadou Hima Souley	Solani	pggso@yahoo.fr
Aminetou Mint Maouloud	Bilital Maroobe Network sub regional office	ampfseamintou@yahoo.fr
Anne Højmark Andersen	CARE Denmark	ahoejmark@care.dk
Anne Lise Klausen	NCG	alklausen@ncg.dk
Anne Sofie Kruse	Danish Agriculture & Food Council	ASK@lf.dk
Audu Grema	Bill Gates Foundation	Audu.Grema@gatesfoundation.org
Azubike Nwokoye	Action Aid Nigeria	blessing.egumamhe@actionaid.org
Betty Nnadi	BFNL	btmvr@sai.com
Bio Goura SOULE	Hub Rural	souleb@hubrural.org
Blessing Akhile	Action Aid	blessing.akhile@actionaid.org
Boureima Dodo	Bilital Maroobe Network sub regional office	goroubanda@yahoo.fr
Christian Corniaux	Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)	christian.corniaux@cirad.fr
David Nonso Agba	Wisefarms Global Alliance Limited	farmwisealliance@gmail.com

Name	Organisation	Email/Tel/Website
Djibril Seck	Kirène	dseck@kirene.sn
Egejuru Eze	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	ezegejuru@yahoo.com
El Hadji Alidou Alassani	Bilital Maroobe Network Togo office	alidoualassani@yahoo.fr
Fatimah Abdullahi Habib	European commission	fatimah.abdullahi-habib@eeas.europa.eu
Gauko Koretougou	ROPPA	potaljama@yahoo.fr
Habib Seck	Fan Milk	seckhabib@hotmail.com
Halilou Amadou	Bilital Maroobe Network Niger office	ropenniger@yahoo.fr
Halima Oji	Small-scale women farmer organisation SWOFOM	Swofon8@gmail.com
Hamidou Adamou	Coopérative Kossam	hamidouadamou1979@yahoo.fr
Hassan Sanda	Bilital Maroobe Network sub regional office	sanda.fisca@yahoo.fr
Heather Akanni	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	heather101@hotmail.fr
Hezekiah Muriuki	Agriculture Innovations Africa Ltd	gichere@live.com
Ibiso King-Harry	GAIN/ Sun Business Network	ikingharry@gainhealth.org
Ibrahima Aliou	Association for the Promotion of Livestock in the Sahel and Savannah (APESS)	Ibrahimaaliou.apess@gmail.com
Ikechukwu Odiri	Tropical Bureau Tourism LTD	ikeblink1@yahoo.com
Irene Quist Mortensen	Arla Foods	Irene.quist.mortensen@arlafoods.com
Isaq Bello	Milcopal	milcopal@gmail.com
Ivana Tsvetkova	Arla Foods	ivana.tsvetkova@arlafoods.com
Ivy Nwobodo	BFNL	btmrrs@aol.com
Jan Toft Nørgaard	Arla Foods	janog@arlafoods.com
Janet Jiya	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	opejane@yahoo.com
John T. Taiwo	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	johnntaiwo@gmail.com
Jørgen Korning	SEGES	jgk@seges.dk
Kasper Thormod Nielsen	Arla Foods	kthon@arlafoods.com
Keke Bongos	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	kkbongos@gmail.com
Lasse Warmsler	Journalistbureauet Tank	lasse@bureautank.dk

Name	Organisation	Email/Tel/Website
Laura Friis Wang	Information	lafw@information.dk
Mads Burmester	Arla Foods	mads.burmester@arlafoods.com
Mads Pedersen	CARE Denmark	mpedersen@care.dk
Mam Chernò Jallow	Head of Division Emerging and Developed	thiernos@yahoo.com
Marie Torp Christensen	CARE Denmark	mchristensen@care.dk
Mk Adam	NASHGODAN	confidentmk2008@yahoo.com
Mohamad Aliyu Rimindako	Bilital Maroobe Network Nigeria office	rimindako@yahoo.com
Mohammed Bello Tukur	Confederation of Traditional Herder Organizations in Africa (CORET)	mbellotukur@yahoo.com
Morolake Rosiji	Arla Foods	rolake.rosiji@arlafoods.com
Moussa Diabaté	Cooperatives of Kassela, Korokoro and Markacongo	paflapum@icloud.com
Moustapha Dia	Association for Development of Namarel (ADENA)	adenasn@yahoo.fr
Moustapha Gnankambary	ECOWAS Customs Directorate	Gnank_tapha@yahoo.se
Muhhamad Dammaka Abubakar	LZ Farms Integrated Farms	yarodamakka@gmail.com
Musa Audu	Federal Ministry of Industry, Trade and Investment	audumus259@gmail.com
Nancy Abeiderrahmane	Tiviski founder	njabeid@gmail.com
Nwali Perpetual Nkechi	RE-Dan Farm CoGman	daniellafrancisca30@yahoo.com
Obinna Nwachukwu	CraftHouse Invest Ltd	obinnafn@yahoo.com
Ogechukwu Okeke	Arla Foods	ogeokeke@gmail.com
Olawumni Funsho	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD)	olawumnifunsho@gmail.com
Paul Na'Allah	Ag. State Director	churukupaul@gmail.com
Piere Haas	Economic Community of West African States (ECOWAS)	Piere.haas.ecowas@gmail.com
Poul Jacob Erikstrup	Embassy of Denmark	pjerik@um.dk
Rachid Ouedraogo	Laiterie Fada Ngourma	rachidoueder@yahoo.fr
Rolf Hernø	CARE Denmark	rhernoe@care.dk
Samuel Ayodele	African Business Roundtable	samayodelephilip@gmail.com
Serge Aubague	CARE Denmark	serge.aubague@care.org
Sow Samba Mamadou	ADID	Adidzsp13@gmai.com

Name	Organisation	Email/Tel/Website
Steve Bawa	Fruits &vegetable Global Ltd	stevebawa142@gmail.com
Sven Nikolaj Johannesen	Journalistbureauet Tank	sven@bureautank.dk
Tchambakou Ayassor	Economic Community of West African States (ECOWAS)	tchambakou.ayassor1952@gmail.com
Theis Brogger	Arla Foods	theis.broegger@arlafoods.com
Torben Gettermann	Embassy of Denmark	abvamb@um.dk
Trésor Kankindi	CARE Denmark	tkankindi@care.dk

Annexe 3 : La déclaration de Copenhague



Déclaration finale de la table ronde du 19 mars 2015 Milky Way to Development

1. Préambule:

1. Nous, les participants à l'Alliance « the Milky Way to Development », croyons que le lait est beaucoup plus qu'un simple produit commercial. C'est une identité, un métier qui soutient des millions de familles dans le monde entier.
2. Nous croyons que le lait est un produit alimentaire qui devrait être accessible à tous.
3. Mettre fin à la pauvreté est le plus grand défi auquel fait face le monde d'aujourd'hui. Le lait peut conduire les familles d'éleveurs vers des vies dignes. En effet, le lait peut assurer un revenu et fournir une alimentation riche en protéines qui permettrait de combattre efficacement la malnutrition.
4. Nous réaffirmons notre engagement à renforcer la coopération internationale concernant la chaîne de valeur du lait local dans les pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest. À cet égard nous réaffirmons la nécessité de mettre en place des modèles entrepreneuriaux socialement et économiquement durables, qui permettraient aux petits producteurs de lait d'avoir un rôle actif.
5. Nous reconnaissons que les producteurs de lait partout dans le monde font face à des difficultés de caractère et de gravité diverses. Nous réalisons que les producteurs de lait sont interconnectés en raison de la mondialisation croissante et de la libéralisation des marchés des produits laitiers.
6. Nous reconnaissons qu'un marché de produits laitiers mondialisé et libéralisé requiert que tous les acteurs s'investissent activement à atténuer les effets néfastes qu'un commerce libéralisé peut avoir sur la capacité à lutter contre la pauvreté et à respecter les droits des plus démunis.
7. Nous soulignons la responsabilité qu'ont les États de garantir la cohérence entre leurs politiques de développement et toutes autres politiques ayant trait à la filière lait pouvant affecter les producteurs. Les institutions de l'UE, de la CEDEAO et de l'UMEOA et les États devraient veiller à ce qu'aucune mesure qui entrave la lutte effective contre la pauvreté ne soit adoptée.
8. Nous reconnaissons que les « Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et au commerce » (UNGP) sont la norme minimale actuelle devant être appliquée par le secteur privé comme système de gestion pour assurer le respect des droits de l'homme.
9. Nous voulons aller au-delà du respect des droits de l'homme. Nous voulons que le lait devienne « le moyen » de satisfaire les droits (de l'éleveur). Nous encourageons l'avènement de partenariats futurs à mobiliser des fonds pour appuyer les initiatives de développement durable de la filière lait dans les pays en développement.

Notre ambition:

10. Notre ambition est de développer en Afrique de l'Ouest un marché du lait économiquement, environnementalement et socialement durable, qui permette autant aux petits producteurs de lait, aux grandes compagnies européennes et aux laiteries de l'Afrique de l'Ouest de produire et vendre leurs produits sur le marché.
11. Nous voulons contribuer à satisfaire les droits de la population locale - son droit à la santé, à une alimentation adéquate et sa répartition équitable, à des conditions de travail justes et satisfaisantes, son droit à l'eau et à l'assainissement - en développant pour la filière lait un marché responsable avec une chaîne de valeur qui soit forte, cohérente et qui inclut les petits producteurs locaux.
12. Nos efforts cherchent à accroître le revenu perçu par l'éleveur pour la vente de son lait. Ce faisant nous espérons contribuer à réduire le nombre de mois en situation d'insécurité alimentaire et la malnutrition infantile.

Notre mission:

13. Notre mission est de permettre à toutes les parties-prenantes de la chaîne de valeur du lait en Afrique de l'Ouest, d'être entendues et, par le biais d'un dialogue informé, d'arriver à une même compréhension des risques et des opportunités de développement.
14. Nous soulignons l'importance d'un espace de partage de vues et d'opinions afin d'arriver ensemble à définir des modèles durables d'entreprises, des modèles qui définissent le rôle des petits producteurs dans la chaîne industrielle de production du lait, tout en reconnaissant aux produits laitiers en provenance de l'UE une place sur le marché de l'Afrique de l'Ouest.

Risques et opportunités:

15. Nous notons que les perspectives des entreprises de l'UE sur le développement de la filière lait en Afrique de l'Ouest suite à la levée des quotas seraient en mesure de créer de réelles opportunités structurelles pour le développement de cette filière en Afrique sub-saharienne.
16. Nous sommes conscients du fait que l'appui ou non au développement des chaînes d'approvisionnement du lait dépendra des choix faits par les laiteries européennes et africaines, des politiques mises en place par les gouvernements africains, et des choix des fermiers locaux.
17. Nous reconnaissons que la collecte est le maillon faible de la chaîne de valeur, mais potentiellement capable de réduire la pauvreté et de promouvoir les droits des producteurs locaux. Il y a un risque réel que cette « chaîne de valeur brisée » persiste.
18. Nous notons que les investissements dans la collecte locale sont restés faibles depuis des décennies en raison de l'abondance de lait en poudre importé à un prix généralement inférieur à celui du lait frais local. Il y a un risque réel dans l'ère post-quota, que cette situation persiste, si les entreprises fondent leurs stratégies sur des modèles d'affaires habituels axés sur l'exportation.
19. Nous reconnaissons que les sociétés multinationales ont été présentes dans la région depuis des années et que certaines d'entre elles envisagent autre chose qu'une simple perspective d'exportation. Ceci peut représenter une nouvelle dynamique, un changement de perspective, qui réduirait les risques d'une position d'attente stérile, où aucune entreprise n'ose investir dans le

développement à long terme des capacités de production locale sans une garantie que les concurrents vont leur emboîter le pas.

20. Nous reconnaissons que certaines laiteries ouest africaines collectent du lait frais mais cet effort mérite d'être renforcé et étendu par des politiques appropriées en matière d'investissement.
21. Nous reconnaissons qu'il existe des problèmes majeurs : un manque d'infrastructures, des services vétérinaires partiels, des capacités techniques insuffisantes ou encore un accès trop faible au fourrage en saison sèche.
22. Nous reconnaissons que la décision stratégique d'une entreprise de s'approvisionner localement l'engage à faire face à ces risques. C'est un investissement à long terme qui pourra s'appuyer sur le potentiel de nouveaux marchés et de marchés émergents.

Nos messages:

Pour les industriels :

Nous nous engageons à respecter les droits des producteurs de lait à travers toutes les initiatives et efforts fournis en Afrique de l'Ouest.

Nous nous engageons à faire le suivi et l'analyse des effets de nos modèles d'entreprises sur les petits producteurs de lait en Afrique de l'Ouest et à réagir en cas d'impacts négatifs.

Pour les petits producteurs :

Nous nous engageons à conduire le plaidoyer en faveur d'une politique fiscale incitative pour les investissements dans la sous région.

Notre alliance:

Notre alliance est un espace de dialogue, d'apprentissage et de création conjointe de nouveaux modèles d'entreprises durables en Afrique de l'Ouest.

Les partenaires du projet « La voie lactée au Développement » vont générer connaissances et savoir, qui seront partagés avec tous les participants au cours des années à venir.

Copenhagen, 19th March 2015

Signatures:



Niels Tofte,
Secretary General
CARE Denmark



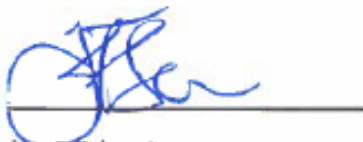
Jan Toft Nørgaard,
Vice Chairman
Arla Foods amba



Boureima Dodo,
Permanent Technical Secretary
Bilital Maroobé Network



Christian Corniaux,
Docteur, UMR SELMET
Cirad - le recherché agronomique pour le développement



Jan O.F. Laustsen
Director of Trade, Markets & Nutrition
Danish Agriculture & Food Council